

La libération de Homs, début de la fin de l'agression contre la Syrie

par Thierry Meyssan

La libération de Homs, troisième ville de la République arabe syrienne, n'est pas un événement parmi d'autres dans la guerre que livrent l'Otan et le CCG à la Syrie. Pour Thierry Meyssan, l'accord survenu entre la République et ses agresseurs laisse entrevoir une rapide sortie de la guerre. Il s'accompagnera probablement d'une redistribution des rôles régionaux.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 12 MAI 2014

عربي ESPAÑOL ENGLISH ΕΛΛΗΝΙΚΑ فارسی PORTUGUÊS DEUTSCH ITALIANO РУССКИЙ



Entrée des forces de la République dans la vieille ville de Homs.

Les événements se suivent et se contredisent en Syrie. Alors qu'au début de l'année, Washington souriait en parrainant l'organisation de la conférence de paix de Genève 2, il la sabotait par derrière et cédait à toutes les demandes saoudiennes. La guerre semblait donc devoir durer tant que les États de l'Otan et du CCG la financeraient. Pourtant, secrètement, depuis deux mois, des négociations de paix avancent à l'initiative de l'Iran. Elles ont porté leur premier fruit avec la libération de Homs qui pourrait marquer le début de la fin de cette guerre d'agression.

Pour comprendre, il convient de se remémorer le discours officiel et de replacer dans cette chronologie les signes des négociations qui se déroulaient alors. Ce sera aussi l'occasion pour moi de corriger des propos précédents qui ne pouvaient être complets du fait du secret de ces pourparlers.

Quatre mois de la guerre contre la Syrie

Début janvier, Washington a déterminé sa stratégie pour la Syrie. Le président Obama a réuni en secret le Congrès et a fait voter le financement de la guerre jusqu'à la fin de l'année fiscale, c'est-à-dire jusqu'en septembre. Cette procédure inhabituelle et indigne d'un État prétendument démocratique a été cachée au public états-unien et ne nous est connue que par une dépêche de l'agence britannique Reuters [1]. Les Parlementaires ont autorisé la livraison d'armes aux groupes « d'opposition modérée », sans identifier ces fameux groupes puisque sur le terrain tous les groupes d'opposition armée, sans aucune exception, se livrent à des atrocités au nom de leur vision de l'islam [2].

Au même moment, le prince Bandar Ben Sultan, chef incontesté d'Al-Qaïda depuis l'été 2001 et conseiller de sécurité nationale saoudien était hospitalisé aux États-Unis. La rumeur se répandit que le roi Abdallah le mettrait en disgrâce à l'issue de la période de six mois qui lui avait été attribuée pour renverser Bachar el-Assad.

En Turquie, la Justice tenta d'établir la manière dont le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan faisait parvenir de l'argent détourné à Al-Qaïda. Elle mit en cause l'IHH, l'association humanitaire des Frères musulmans [3].

Puis, les États-Unis sabotèrent la conférence de paix de Genève qu'ils co-sponsorisaient avec la Russie. John Kerry faisait annuler par Ban Ki-moon, la veille de la réunion, l'invitation déjà dûment adressée à l'Iran. Il présentait une délégation dite de « l'opposition syrienne » qui se limitait aux seuls membres de la Coalition nationale, c'est-à-dire exclusivement aux collaborateurs de l'Arabie saoudite. Durant son discours introductif, il ressassait la

pire propagande de guerre, décrivant le déclenchement d'une « révolution » après les tortures qui auraient été infligées à des adolescents à Deraa ou encore évoquant des « rapports horribles » sur des tortures et des milliers d'exécutions [4].

La conférence de Genève ne fut donc qu'un dialogue de sourds entre une délégation nationale syrienne exigeant comme préalable la condamnation du terrorisme en application des résolutions de l'Onu et une délégation pro-saoudienne l'accablant d'accusations fantaisistes. Étrangement les débats se crispèrent autour d'un point apparemment très secondaire : le sort des habitants du vieux Homs. Plusieurs localités dans le pays et plusieurs endroits de Homs étaient assiégés par l'armée nationale, mais les pro-Saoudiens voulaient absolument que les organisations humanitaires puissent entrer dans le seul vieux Homs.

Le 15 février, le représentant spécial de Ban Ki-moon et de Nabil el-Arabi, Lakhdar Brahimi, constatant que la République arabe syrienne ne plierait pas car le rapport de force sur le terrain lui était largement favorable, suspendit les négociations *sine die* [5].

Durant les trois semaines de cette conférence, les États-Unis avaient par ailleurs pris l'initiative de dialoguer avec leurs amis saoudiens, puis en Pologne avec leurs alliés européens, pour les inciter à prendre des mesures pour se protéger du retour des jihadistes. Le 6 février, le secrétaire à la Sécurité de la Patrie, Jeh Johnson, avait expliqué à ses homologues que la paix était proche et que les occidentaux partis faire le Jihad en Syrie reviendraient ivres de sang commettre des crimes en Europe et aux USA [6]. Le premier État à obéir fut l'Arabie saoudite qui prohiba par décret de participer au jihad sous peine de 4 à 20 ans de prison, puis ce fut au tour de la France, qui adopta un vaste plan anti-jihadistes, le 23 avril. À cette occasion, on distribua à la presse de fausses statistiques annonçant qu'environ 10 000 occidentaux et 5 000 arabes se battaient en Syrie, alors que Lakhdar Brahimi parlait l'année précédente de 40 000 combattants étrangers et que des militaires syriens en évoquaient 120 000.

Peu après le lancement de cette campagne, l'Union européenne confisqua les avoirs syriens qu'elle avait gelés, prétendument pour

financer la destruction des armes chimiques et contrairement à une résolution de l'OIAC qui précise l'incapacité financière de la Syrie pour payer ces destructions et crée un fonds international spécial pour s'y substituer [7].

Toutes ces manœuvres furent discutées par Washington avec ses alliés lors d'une réunion secrète du Conseil US de sécurité nationale et des chefs des services secrets européens à la Maison-Blanche que révéla le *Washington Post* [8].

Au plan militaire, l'Arabie saoudite négocia un cessez-le-feu entre les groupes armés qui se livraient une terrible guerre par simple concurrence [9]. Cet accord ne tint pas longtemps et les combats reprirent rapidement de plus belle. Cependant, son existence même confirma que le royaume saoudien était devenu la seule entité capable d'être obéie par « l'opposition armée ». En outre, on apprit au passage que l'ÉIIL était directement commandé par le prince Abdul Rahman al-Faiçal, frère du ministre des Affaires étrangères [10].

Le 22 février, les occidentaux firent adopter une résolution par le Conseil de sécurité de l'Onu sur l'aide humanitaire en Syrie. Comme l'a souligné l'ambassadeur Churkin, celle-ci venait après de nombreuses tentatives d'utiliser cette aide pour renverser le régime. En réalité seul 7 % des fonds nécessaires ont été réunis pour cette aide qui reste distribuée aux trois quarts par la République arabe syrienne et pour un quart seulement par les agences de l'Onu. Cependant, dans la pratique, cette résolution n'étant pas respectée par les groupes de l'opposition armée, elle revient à interdire à la seule République d'assiéger les zones qu'ils contrôlent [11].

Le 27 février, le ton monte entre l'Arabie saoudite et le Qatar à propos des Frères musulmans. Riyad pose des exigences et commande un attentat à Doha [12].

C'est alors que commencèrent les contacts secrets sur la libération du vieux Homs.

À la mi-mars, le nouvel ambassadeur des États-Unis pour la Syrie, Daniel Rubinstein, ordonna la fermeture des représentations

consulaires syriennes dans son pays [13]. Puis, à l'occasion de la visite à la Maison-Blanche du président de la Coalition nationale, il annonça la reconnaissance diplomatique de ce groupe d'opposition pro-saoudienne, sans pour autant mettre fin aux relations diplomatiques dans les instances internationales avec la République arabe syrienne [14].

Le 21 mars, l'armée turque —membre de l'Otan— entra en territoire syrien pour y accompagner de nouveaux jihadistes et prendre la ville de Kassab [15]. Alors que l'armée syrienne tentait de sauver la population arménienne de la ville et bombardait les jihadistes, les Turcs abattirent un avion syrien [16]. L'Arménie et tous les États membres de l'OTSC protestèrent en vain contre ce qui ressemblait à une poursuite du massacre des Arméniens par les Jeunes Turcs en 1915. Interpellés par la délégation russe au Conseil de sécurité, les occidentaux refusèrent de condamner cette violation de la souveraineté syrienne par un État membre de l'Otan [17].

Fin mars, l'Arabie saoudite et le Qatar conclurent un accord. Doha cessera doucement son soutien aux Frères musulmans dont les leaders étrangers sont priés un à un de quitter l'Émirat. Leurs représentants seront écartés de la Coalition nationale syrienne. Pour restaurer son image, le Qatar envisage de créer une nouvelle chaîne de télévision qui adoucirait l'image d'Al-Jazeera.

Le 3 avril, les 11 membres survivants des Amis de la Syrie se prononcent contre le principe d'une élection présidentielle en Syrie. Ils réaffirment que c'est à eux, à travers des négociations, et non aux Syriens de choisir démocratiquement leur avenir [18].

Le 16 avril, le prince Bandar ben Sultan est officiellement relevé de ses fonctions aussi bien de conseiller de sécurité nationale que de chef des services secrets saoudiens [19]. Pour l'évincer, le roi Abdallah a été appuyé par John Kerry qui sanctionne ainsi les réactions du prince à l'affaire des armes chimiques. Le clan des Sudeiris, dont Bandar est le chef, a été contraint de s'incliner. Le royaume mit alors de l'ordre dans son dispositif. D'une part, le roi ordonna la libération des otages français et d'autre part il adapta la législation sur le jihad. Désormais, y participer est interdit, mais les

Saoudiens de retour ne seront pas emprisonnés, plutôt accueillis comme des enfants prodiges.

Le 20 avril, une des factions d'Al-Qaïda en Syrie, l'ÉIL, libéra quatre otages français et les remit à la police turque. Officiellement, les quatre hommes étaient des journalistes détenus par l'Arabie saoudite (on sait en effet que l'ÉIL est commandé par le prince Abdul Rahman al-Faiçal). Ils auraient été libérés sans contrepartie [20]. Cependant l'un des quatre otages aurait été membre des services secrets français et, selon la revue allemande *Focus*, leur libération aurait été accompagnée d'un financement de 18 millions de dollars à l'ÉIL.

Le 6 mai, l'Arabie saoudite arrête 62 membres d'Al-Qaïda accusés d'ourdir des actions contre des dignitaires du régime [21].

La libération de Homs

La négociation sur la libération de Homs a débuté début mars. Il y a deux mois. Elle a été implémentée du 7 au 9 mai. Les combattants et les civils qui les soutiennent, au total 2 250 personnes, ont été autorisés à quitter la ville à bord d'autobus. Ils pouvaient emporter avec eux des armes légères et des affaires personnelles. Le document précise que les vitres des bus devaient être teintées ou couvertes par des rideaux. Un représentant iranien était présent à bord de chaque véhicule. Le convoi était escorté par la police jusqu'à une zone rebelle à une vingtaine de kilomètres au nord.

Homs, qualifié par la propagande de l'Otan et du CCG, de « cœur de la révolution », est repassée sous l'autorité de la République, sans que le sang ne soit versé. Sa libération marque la fin du projet takfiriste en Syrie. En entrant dans la vieille ville, les soldats syriens ont découvert plusieurs charniers dans lesquels les jihadistes jetaient leurs victimes.

Des rideaux cachaient les combattants aux journalistes. On ne sait donc pas combien étaient les officiers étrangers. La seule chose certaine, c'est qu'ils sont français et saoudiens, avec quelques états-unis. Ils ont abandonné leurs armes lourdes. Ils

devraient continuer leur voyage et être exfiltrés par la Turquie. Le gouvernement syrien s'est engagé à ne pas évoquer publiquement la présence des officiers étrangers, mais c'est un secret de polichinelle pour les journalistes qui ont approché les civils.

Si la présence de Saoudiens n'est pas surprenante, celle des Français et d'États–uniens l'est. Paris avait officiellement rompu ses contacts avec les jihadistes en Syrie depuis son intervention au Mali, en janvier 2013, contre d'autres jihadistes. Il n'en était donc rien, même si ces contacts étaient plus discrets. Quant aux États–uniens, ils ont la réputation de laisser le navire à leurs alliés lorsque le temps se gâte. Ils étaient pourtant là.

Dès lors, la question qui se pose est de savoir quelle est l'intention de l'Otan et du CCG. Il semble que la guerre de type nicaraguayen soit terminée. Peut-être parce que la République a résisté, peut-être aussi parce qu'il devenait de plus en plus difficile de trouver des candidats au jihad. Washington se replierait sur le simple soutien à ses collaborateurs syriens. De ce point de vue, la libération de Homs correspond à une escalade contre Damas. Depuis une semaine une pluie de roquettes s'abat sur la capitale, faisant de nombreuses victimes. Compte tenu du rapport de force au sein de la population, l'issue de la guerre ne fait pourtant aucun doute et sera rapide. Bachar el–Assad devrait être élu démocratiquement par une large majorité de ses concitoyens le 3 juin, et la guerre devrait se terminer lentement, son financement n'étant assuré que jusqu'en septembre.

La campagne conduite par Washington pour dissuader les jihadistes de revenir dans les pays de l'Otan laisse à penser qu'on va leur trouver une nouvelle utilité. Depuis plus d'un an, la Fédération de Russie est persuadée qu'elle sera la prochaine cible des occidentaux. Aussi se prépare–t–elle à un nouveau choc, même si elle ignore où il se produira exactement.

En outre, la libération de Homs tourne la page du projet de domination des pays arabes par les Frères musulmans. Alors que ceux–ci étaient, depuis 2007, les interlocuteurs privilégiés du département d'État et que Washington les avait placés au pouvoir en Turquie, au Qatar, en Tunisie, en Libye, en Égypte et ailleurs, ils

sont aujourd'hui en reflux. Ceux que l'universitaire Robert S. Leiken décrivait en 2005 comme des modérés capables de gouverner un monde arabe islamisé pour le compte des États-Unis ont été rejetés ou sont rejetés de tous les pays où ils occupent le pouvoir.

Enfin, la victoire de Homs laisse percevoir la possibilité d'une future rivalité entre l'Iran et la Russie. Il est clair que si Washington a fait confiance à Téhéran dans ce dossier, c'est parce que les deux États ont préalablement conclu un accord global. Il semble que les États-Unis soient en train de refaire de l'Iran le gendarme de la région, comme il le fut à l'époque du Shah. Dans cette perspective, l'aide militaire apportée au Hezbollah, à la République arabe syrienne et aux Palestiniens devrait décroître légèrement. Et Téhéran devrait pousser ses alliés au compromis. En échange, Washington lui laisserait le champ libre en Irak, en Syrie, voire au Liban. Il s'en suivrait que le chiisme qui, depuis l'ayatollah Khomeiny, était une force anti-impérialiste, redeviendrait juste un moyen pour l'Iran d'affirmer son identité et d'exercer son influence. Cette évolution ruinerait les projets russo-US sur la région. Mais ceux-ci peuvent-ils encore être envisagés après la crise ukrainienne ?

Thierry Meyssan

[1] "[Congress secretly approves U.S. weapons flow to 'moderate' Syrian rebels](#)", par Mark Hosenball, Reuters, 27 janvier 2014.

[2] « [Les États-Unis, premiers financiers mondiaux du terrorisme](#) », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), Réseau Voltaire, 3 février 2014.

[3] « [La Justice turque accuse l'IHH de liens avec Al-Qaïda](#) », Réseau Voltaire, 15 janvier 2014.

[4] "[John Kerry's opening speech at the Geneva 2 Conference](#)", by John F. Kerry, Voltaire Network, 22 January 2014.

[5] "[Briefing on Syria by Lakhdar Brahimi to the UN General Assembly](#)", by Lakhdar Brahimi, Voltaire Network, 14 March 2014.

[6] « [La Syrie devient "question de sécurité intérieure" aux USA et dans l'UE](#) », Réseau Voltaire, 8 février 2014.

[7] « [La Commission européenne s'empare des avoirs syriens gelés](#) », Réseau Voltaire, 12 février 2014.

[8] "[Spymasters gather to discuss Syria](#)", par David Ignatius, Washington Post, 19 février 2014. « [Washington coordonne la guerre secrète contre la Syrie](#) », Réseau Voltaire, 21 février 2014.

[9] « [Riyad conclut un cessez-le-feu entre organisations terroristes en Syrie](#) », Réseau Voltaire, 30 janvier 2014.

[10] « [L'ÉIIL est commandé par le prince Abdul Rahman](#) », Réseau Voltaire, 3 février 2014.

- [11] « [Résolution 2139 et débats sur la Syrie au Conseil de sécurité](#) », Réseau Voltaire, 22 février 2014.
- [12] « [Guerre secrète entre le Qatar et l'Arabie saoudite](#) », Réseau Voltaire, 13 mars 2014.
- [13] « [Washington expulse tous les diplomates syriens](#) », Réseau Voltaire, 18 mars 2014.
- [14] « [Washington accorde le statut diplomatique à la Coalition nationale syrienne](#) », Réseau Voltaire, 6 mai 2014.
- [15] « [L'armée turque aide des mercenaires étrangers à pénétrer en Syrie](#) », Réseau Voltaire, 22 mars 2014.
- [16] « [L'armée turque détruit un avion de combat syrien](#) », Réseau Voltaire, 23 mars 2014.
- [17] « [Le Conseil de sécurité refuse de condamner l'attaque turco-terroriste de Kassab](#) », Réseau Voltaire, 5 avril 2014.
- [18] « [11 Countries Joint Statement on Syria](#) », Voltaire Network, 3 April 2014.
- [19] « [Le prince Bandar démissionne](#) », Réseau Voltaire, 17 avril 2014.
- [20] « [Libération des otages français retenus par les alliés de la France en Syrie](#) », Réseau Voltaire, 20 avril 2014.
- [21] « [L'Arabie saoudite arrête 62 membres d'Al-Qaïda](#) », Réseau Voltaire, 7 mai 2014.

Source : « [La libération de Homs, début de la fin de l'agression contre la Syrie](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 12 mai 2014, www.voltairenet.org/article183707.html